



30 janvier 2010

Inverser la politique de casse de l'éducation nationale:

RETRAIT DES 16.300 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS RETRAIT DE LA « RÉFORME » DU LYCÉE!

Ils étaient 15.000 enseignants à manifester à Paris le 30 janvier, à l'appel de trois syndicats. Le 21, la journée de grève nationale dans la fonction publique a été suivie à plus de 25% à l'école.

Malgré la précipitation et les effets d'affichage, la « réforme » Chatel apparaît pour ce qu'elle est: une attaque frontale contre le lycée public.

La colère et la mobilisation montent chez les parents, les lycéens, dans la société en général contre la poursuite de la politique de sape de l'éducation nationale, notamment contre les suppressions d'emploi. Un rapport de force existe pour gagner tout de suite. La campagne des élections régionales ne doit pas se limiter à la diversion voulue par les partis dominants!

16.300 : c'est le nombre d'emplois que le gouvernement et le ministre Chatel veulent supprimer dans l'éducation nationale en 2010. Au total, cela fera 80.000 postes liquidés entre 2007 et 2012 si on laisse faire.

QUESTION DE CHOIX:

La suppression des 16.300 postes dans l'éducation est censée faire « économiser » 400 millions d'euros à l'Etat.

Mais le gouvernement trouve juste ces 400 millions pour faire la guerre en Afghanistan,

700 millions pour la « prime à la casse »,

700 millions pour rembourser des impôts aux plus riches avec le « bouclier fiscal »,

1 milliard pour acheter des vaccins en trop aux laboratoires pharmaceutiques,

2,4 milliards pour supprimer la TVA dans la restauration,

32 milliards pour exonérer le patronat de cotisations sociales etc.

Les prétextes avancés par le pouvoir ne tiennent pas.

Le dogme du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite n'a aucune justification avouable. Quand deux profs partent à la retraite, le nombre d'heures de cours qu'ils effectuaient et préparaient n'est pas divisé par deux ! La population globale, la population scolaire (+ 45.000 dans le secondaire l'an prochain), les besoins de service public ne cessent d'augmenter, au contraire.

Quant à invoquer la pénurie budgétaire : il n'y a qu'à faire des mathématiques simples pour voir que cela ne tient pas (voir ci-contre)

Non, la baisse des moyens à l'éducation, les « réformes » successives correspondent à un choix politique : celui d'affaiblir l'éducation nationale, de remettre en cause ses missions, ses principes comme l'égalité, l'objectif de réussite pour tous, le pluralisme et la laïcité, de développer peu à peu un marché privé lucratif de l'éducation.

Enseignants, agents techniques, lycéens, nous ne subissons déjà que trop cette politique avec les classes surchargées, les difficultés de remplacement, le temps de travail à rallonge, etc. sans parler du recul des salaires réels. L'abandon de la carte scolaire marque une volonté de renforcer la ségrégation spatiale et sociale. La remise en cause de la formation des enseignants et des concours vise à casser le statut et l'esprit de service public.

La « réforme » du lycée du ministre Chatel est l'illustration parfaite de la même politique malgré son rhabillage par rapport au projet Darcos de 2008.

Elle s'applique à gérer la pénurie fabriquée de moyens en diminuant l'offre d'enseignement, les horaires de cours, en détériorant les conditions de travail. Pour casser le cadre égalitaire, elle met en place une « autonomisation » croissante des établissements facteur de nouvelles disparités, d'atteintes larvées aux statuts, d'in-

.../...

Régionales 2010:

PECRESSE (UMP): la ministre de la loi LRU d'éclatement et de privatisation rampante de l'université!

HUCHON (PS): le président sortant de la région qui rêve de « régionaliser » l'éducation nationale!

Anne HIDALGO (PS-Paris):
« *Le MODEM pourra rejoindre notre projet au second tour* »

Sortez de ce consensus!

trusions des intérêts privés. Elle s'attaque à certaines matières comme l'histoire ou les sciences économiques et sociales, coupables de développer l'esprit critique des élèves.

Combattre les décrets Chatel, gagner leur retrait, faire annuler les suppressions de postes : ces luttes sont essentielles pour inverser le choix du déclin de l'éducation nationale.

L'éducation n'est ni un coût, ni une source de profits financiers, c'est la condition du développement tout à la fois de l'individu, du citoyen, de la société et aussi de l'économie. Défendons l'éducation nationale, l'école publique et laïque !

La convergence d'intérêt avec les étudiants et les chercheurs, avec les personnels hospitaliers, etc. que redoutait le gouvernement l'an dernier peut et doit se réaliser en 2010, avec bien d'autres catégories de salariés du privé et du public, se transformer en convergence de lutte, en unité d'action. Pour gagner !

Non au dynamitage des Sciences économiques et sociales (SES) commandité par le Medef

L'enseignement des sciences économiques et sociales (SES) est l'une des premières cibles dans le collimateur de la réforme du lycée du ministre Chatel. Des réductions importantes d'horaires sont prévues, dès la rentrée 2010. Mais au-delà, c'est la nature et l'avenir mêmes de la discipline qui sont remis en cause.

Pour les classes de secondes, les horaires de SES seront réduits, si les décrets Chatel passent, de 2h30 à 1h30 par semaine. Et encore, pour ceux qui en auront !

En effet, les SES en seconde seraient rétrogradées au rang d'« enseignement d'exploration » à choisir *en concurrence* avec une nouvelle matière créée spécialement, intitulée « principes fondamentaux de l'économie et de la gestion (PFEG) ». Ensuite en terminale, les horaires de SES seront encore abaissés d'une heure dans la filière ES.

Cet appauvrissement de l'offre d'enseignement est la traduction pour les SES de la politique de suppression de 80.000 postes dans l'éducation de 2007 à 2012 (-16.300 pour 2010).

Mais l'attaque contre les SES va beaucoup plus loin.

Les projets de programmes pour les nouvelles secondes révèlent les intentions du pouvoir. Par exemple, **l'étude du phénomène du chômage et de ses causes disparaîtrait purement et simplement des cours de SES.**

Le gouvernement ne tient visiblement pas à ce que les élèves acquièrent des connaissances et des instruments pour comprendre la société, l'économie et même sa politique !

Dans cet objectif, de toute évidence, la réforme vise à supplanter les SES par la nouvelle matière, ces PFEG qui ressemblent drôlement à une initiation aux critères de gestion patronaux. Le programme des PFEG vise ouvertement à faire rentrer (et à enfermer) les élèves dans la logique, dite « de l'entreprise », en fait du patronat.

Exemple de « thèmes » au programme : « *Comment l'entreprise se lance-t-elle sur un nouveau marché ?* » ou bien « *A partir d'exemples concrets, on montrera comment l'entreprise mobilise des facteurs (ressources) et les combine pour assurer une production permettant en retour une rémunération pour chacun d'entre eux (salaire, intérêt, profit)* ».

Le capitalisme et son idéologie inculqués dès l'école ! C'est ce que réclame de façon récurrente le Medef. En 2008, il lançait une attaque contre les manuels scolaires accusés d'insister sur les « dysfonctionnements » du système que seraient le chômage ou la pénibilité du travail mais de ne pas faire la part belle aux entrepreneurs. Le gouvernement l'exauce.

Optionnelle en seconde, réduite ensuite, décriée par le ministère lui-même, **la matière SES sera profondément dévalorisée avec la réforme Chatel, et avec elle toute la filière et le bac ES.**

C'est une raison de plus pour qu'enseignants, lycéens, citoyens, nous nous mobilisions pour:

- Le retrait de la réforme Chatel
- L'arrêt des suppressions d'emplois dans l'éducation nationale et au contraire l'embauche par concours des personnels dont les établissements ont besoin.
- La défense des enseignements, dans le pluralisme, qui ouvrent l'esprit critique des élèves parce que c'est le meilleur investissement pour leur propre avenir, pour notre société et aussi pour notre économie.

Adhérez au PCF ! Faites le choix de la lutte !

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....

RENOYER A PCF , 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, Tél: 01 48 28 60 05; pcf.15@wanadoo.fr

<http://pcf-paris15.over-blog.org/>